

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2013



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -66,77 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2013 s'élève à -66,77 Md € contre -59,88 Md € à fin avril 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une hausse des

dépenses (+6,05 Md €) et par une légère baisse des recettes du budget général (-0,92 Md €). Le solde des comptes spéciaux demeure à un niveau comparable à l'année dernière.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 115,15 Md €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 20,36 Md € dont 17,06 Md € au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » correspondant notamment à l'abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » et 3,26 Md € au titre du programme « Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité » correspondant au 3^{ème} versement de la France ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 6,03 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 4,32 Md € dont 2,96 Md € au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Défense** : 3,40 Md € dont 2,06 Md € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,53 Md € concernant notamment le programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » pour 0,82 Md € ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,46 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,78 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md €.

Les dépenses nettes à fin avril 2013 s'élèvent à 115,15 Md € contre 109,10 Md € à fin avril 2012 à périmètre constant. Cette hausse est essentiellement due aux dépenses de fonctionnement (+5,19 Md € dont 3,26 Md € de dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité et 1,62 Md € d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 65,54 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D) :*

TVA : 11,09 Md € ;

Impôt sur le revenu : 3,89 Md € ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 2,22 Md € (notamment dus au versement du solde de l'IS 2012 au 15 avril) ;

Enregistrement, timbre, autre contributions et taxes indirectes : 1,72 Md € (dont 0,69 Md € de mutations à titre gratuit par décès) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales : -3,80 Md €.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 88,36 Md €

Elles s'élevaient à 88,13 Md € à périmètre constant à fin avril 2012, soit un niveau comparable à cette année. Cependant, les recettes nettes d'IS et de TVA ont respectivement diminué de 0,72 Md € et de 1,07 Md € alors que celles de l'IR ont augmenté de 2,22 Md €. On note ce mois-ci les premiers

recouvrements en « Recettes diverses » de la contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance pour un montant de 0,22 Md €.

Recettes non fiscales : 1,73 Md €

Les recettes non fiscales à fin avril 2013 s'élèvent à 1,73 Md € contre 2,66 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique par la baisse du montant des redevances d'usage des fréquences

radioélectriques (recette exceptionnelle en 2012 relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -25,30 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -25,30 Md € à fin avril 2013 contre -24,53 Md € à fin avril 2012. Les prélèvements au profit des

collectivités territoriales ont diminué de 0,33 Md € par rapport à l'an passé alors que ceux au profit de l'Union européenne ont augmenté de 1,10 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -17,16 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 17,56 Md € correspondant essentiellement au paiement des intérêts sur les OAT à taux fixe et des recettes pour 17,34 Md € au titre de l'abondement du budget général. Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,21 Md € et des recettes pour 2,44 Md €. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche

des dépenses pour 3,53 Md € et des recettes pour 3,71 Md € dues essentiellement au versement de la 3^{ème} tranche de la dotation en capital du mécanisme européen de stabilité. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 2,38 Md € correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 0,75 Md € de recettes relatives à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux.

Au 30 avril 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -17,16 Md € contre -17,24 Md € en avril 2012.

Dette financière de l'Etat au 30 avril : 1 434,46 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 51,23 Md €) et les BTF (émissions nettes de 11,90

Md €). Le montant des BTAN a diminué de 20,33 Md € depuis le début de l'année.



☞ Le compte de concours financiers « Avances aux organismes de sécurité sociale »

Le compte de concours financiers « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » est destiné, à compter de 2013, à retracer en dépenses, les versements à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) et en recettes, les remboursements des avances sur le montant de TVA affectée à la sécurité sociale. Ces montants correspondent soit à la fraction de TVA affectée à la branche maladie, soit à la fraction de TVA affectée aux caisses et régimes de sécurité sociale en compensation des exonérations de cotisations sociales.

Ce compte est constitué de trois programmes :

- le programme 837 qui retrace les avances à l'ACOSS de la fraction de TVA affectée à la branche maladie soit 5,88 % des encaissements prévisionnels de TVA nette collectée de janvier à décembre 2013 ;

- le programme 840 qui retrace les avances à l'ACOSS de la fraction de TVA affectée aux organismes de sécurité sociale en compensation de l'exonération de cotisations sur les heures supplémentaires (loi TEPA) qui ont été maintenues pour les entreprises de moins de vingt salariés, soit 0,33 % des encaissements prévisionnels de TVA nette collectée de janvier à décembre 2013 ;

- le programme 849 qui retrace les avances à l'ACOSS de la fraction de TVA affectée aux organismes de sécurité sociale en compensation de l'exonération de cotisations sociales sur les services à la personne soit 0,14 % des encaissements prévisionnels de TVA nette collectée de janvier à décembre 2013.

Le versement des avances est effectué, en fonction des prévisions d'encaissement de recettes, suivant un échéancier fixé par convention entre les parties concernées en fonction des contraintes qui pèsent sur la trésorerie de l'État et de l'ACOSS. Une régularisation annuelle s'effectue, le cas échéant, en janvier N+1 au vu des données d'exécution de l'exercice clos. Les versements mensuels sont effectués respectivement le 5 et le 20 du mois à hauteur de 80 % et 20 %.

En loi de finances initiale, le montant total de TVA affectée à la sécurité sociale s'élève à 9,49 milliards d'euros en 2013, soit 6,35 % des encaissements prévisionnels de TVA nette collectée de janvier à décembre 2013.

A fin avril 2013, les montants comptabilisés en recettes et en dépenses s'élèvent respectivement à 3,02 Md € et à 3,08 Md €.



	Mois	Cumul à fin avril		Renvoi Page	
	Avril	2013	2012 retraité 2012 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-35 747	-66 773	-59 882	-59 903	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	44 747	115 152	109 098	109 094	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	15 755	65 538	66 458	66 433	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	3 885	22 479	20 259	20 259	
- IS *	2 218	11 538	12 254	11 362	
- TVA	11 087	44 709	45 779	45 778	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 755	-17 159	-17 242	-17 242	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 458	91 871			18
Dettes financières de l'Etat	2 427	1 434 456			19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Dépenses de personnel	9 842	40 933	40 299	40 426
Dépenses de fonctionnement	10 219	23 692	18 503	18 339
Charges de la dette de l'Etat	17 063	19 665	19 134	19 134
Dépenses d'investissement	909	3 970	4 619	4 615
Dépenses d'intervention	6 653	25 161	24 886	24 923
Dépenses d'opérations financières	61	740	660	660
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	44 747	115 152	109 098	109 094
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	20 386	88 364	88 128	87 913
Recettes non fiscales	664	1 733	2 662	2 852
Prélèvements sur recettes	-5 455	-25 297	-24 531	-24 531
Fonds de concours	160	738	199	199
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	15 755	65 538	66 458	66 433
Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)	21 210	90 835	90 989	90 964
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-28 992	-49 614	-42 640	-42 661
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-51	2 124	1 834	1 834
Solde des comptes de concours financiers	-6 598	-19 280	-18 992	-18 992
Solde des comptes de commerce	-98	29	-64	-64
Solde des comptes d'opérations monétaires	30	-79	-3	-3
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-6 755	-17 159	-17 242	-17 242
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-35 747	-66 773	-59 882	-59 903



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 842	40 933	40 299	40 426
Rémunérations d'activité	5 679	23 140	23 378	23 427
Cotisations et contributions sociales	4 087	17 513	16 658	16 747
Prestations sociales et allocations diverses	75	280	263	252
AUTRES TITRES	34 905	74 219	68 799	68 668
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	10 219	23 692	18 503	18 339
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5 319	11 926	6 172	6 109
Subventions pour charges de service public	4 900	11 766	12 331	12 230
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	17 063	19 665	19 134	19 134
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	17 063	19 665	19 134	19 134
Titre 5 - Dépenses d'investissement	909	3 970	4 619	4 615
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	747	3 296	3 953	3 950
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	161	674	666	665
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 653	25 161	24 886	24 923
Transferts aux ménages	2 282	11 130	10 585	10 576
Transferts aux entreprises	591	2 974	3 294	3 333
Transferts aux collectivités territoriales	1 391	2 799	2 813	2 810
Transferts aux autres collectivités	2 390	8 258	8 194	8 204
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	61	740	660	660
Prêts et avances	0	28	8	8
Dotations en fonds propres	60	117	85	85
Dépenses de participations financières	0	595	567	567
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	44 747	115 152	109 098	109 094



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2013		Cumul à fin avril 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	166	592	1 582	1 217	1 045
Action de la France en Europe et dans le monde	118	475	842	794	612
Diplomatie culturelle et d'influence	29	97	558	285	275
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	20	182	138	144
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	14
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	218	217	898	860	830
Administration territoriale	145	141	564	539	524
Vie politique, culturelle et associative	2	2	69	69	79
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	71	74	265	252	227
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)	206	252	1 221	1 166	1 321
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	60	124	602	600	720
Forêt	25	6	205	164	199
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	58	56	174	164	162
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	63	66	239	238	240
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	347	258	1 021	1 361	1 343
Aide économique et financière au développement	191	6	239	639	610
Solidarité à l'égard des pays en développement	156	251	782	723	733
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	40	76	2 190	2 148	2 221
Liens entre la Nation et son armée	7	11	36	34	32
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	33	50	2 076	2 075	2 160
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	15	79	38	29
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	51	50	225	219	210
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	31	113	113	108
Conseil économique, social et environnemental	1	0	40	39	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	19	72	68	65
CULTURE	341	211	916	661	692
Patrimoines	205	42	297	158	190
Création	59	88	300	211	188
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	77	80	319	292	314
DEFENSE	3 342	3 403	11 538	14 752	14 713
Environnement et prospective de la politique de défense	107	175	430	601	544
Préparation et emploi des forces	2 021	2 059	8 097	8 395	8 158
Soutien de la politique de la défense	338	226	900	888	817
Equiperment des forces	877	943	2 110	4 867	5 194
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	109	99	340	305	321
Coordination du travail gouvernemental	34	30	123	117	141
Protection des droits et libertés	6	7	25	26	28
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	69	63	192	162	152
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	1 034	1 227	4 457	3 825	3 401
Infrastructures et services de transports	681	758	2 213	1 880	1 451
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	8	17	81	47	49
Météorologie	0	53	159	106	102
Paysages, eau et biodiversité (3)	26	34	140	101	62
Information géographique et cartographique	0	23	70	47	47
Prévention des risques	6	34	71	52	60
Energie, climat et après-mines	16	12	442	313	396
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	297	294	1 281	1 278	1 234



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2013		Cumul à fin avril 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	208	153	560	453	431
Développement des entreprises et du tourisme (3)	131	78	329	231	236
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	62	60	175	168	141
Stratégie économique et fiscale	15	15	56	54	54
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)	193	1 319	5 379	2 996	3 123
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	183	65	435	255	297
Aide à l'accès au logement	0	1 219	4 583	2 506	2 602
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	9	32	14	136	109
Politique de la ville (3)	0	2	347	99	115
Conduite et pilotages des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	20 325	20 360	25 186	24 810	19 399
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	17 063	17 063	19 665	19 665	19 134
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	0	35	642	266	265
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	3 262	3 262	3 262	3 262	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 654	6 027	22 690	22 353	21 841
Enseignement scolaire public du premier degré	1 563	1 563	6 294	6 285	6 112
Enseignement scolaire public du second degré	2 549	2 534	10 149	10 131	9 987
Vie de l'élève	562	754	2 112	1 998	1 784
Enseignement privé du premier et du second degrés	635	685	2 727	2 683	2 688
Soutien de la politique de l'éducation nationale	179	285	871	760	744
Enseignement technique agricole	166	207	538	497	526
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 000	1 018	4 067	3 872	3 899
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	703	726	2 953	2 867	2 842
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	9	12	48	43	46
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	131	74	353	260	294
Facilitation et sécurisation des échanges	142	137	618	577	583
Entretien des bâtiments de l'Etat	13	14	35	32	37
Fonction publique	2	55	62	94	97
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	58	42	202	131	102
Immigration et asile	47	37	188	124	92
Intégration et accès à la nationalité française	11	5	14	7	10
JUSTICE	602	658	2 490	2 515	2 243
Justice judiciaire	277	263	997	977	890
Administration pénitentiaire	212	232	867	981	852
Protection judiciaire de la jeunesse	75	74	312	251	241
Accès au droit et à la justice	8	65	225	223	198
Conduite et pilotage de la politique de la justice	29	24	88	84	61
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	52	76	610	257	365
Presse	31	39	74	75	85
Livre et industries culturelles	2	2	205	55	99
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	3	2	228	59	111
Action audiovisuelle extérieure	16	34	104	68	70



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2013		Cumul à fin avril 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	33	72	1 350	656	606
Emploi outre-mer	20	19	1 183	429	412
Conditions de vie outre-mer	13	53	167	226	194
POLITIQUE DES TERRITOIRES	9	24	32	57	52
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	9	22	27	52	46
Interventions territoriales de l'Etat	1	2	4	5	6
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	998
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 046	4 320	15 954	11 186	12 298
Formations supérieures et recherche universitaire	2 918	2 963	6 072	6 047	5 995
Vie étudiante	16	242	1 450	1 042	1 021
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6	240	4 309	1 431	2 663
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	318	1 272	636	620
Recherche spatiale	0	142	1 348	771	912
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	0	152	990	780	520
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	72	142	278	276	362
Recherche duale (civile et militaire)	0	59	59	59	61
Recherche culturelle et culture scientifique	0	25	25	26	27
Enseignement supérieur et recherche agricoles	33	36	151	119	117
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	189	284	4 704	3 028	2 896
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	27	57	3 186	1 972	1 939
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	724	263	269
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	162	161	794	793	688
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	179	161	634	659	686
Concours financiers aux communes et groupements de communes	151	43	193	189	190
Concours financiers aux départements	20	13	20	13	15
Concours financiers aux régions	0	0	277	277	277
Concours spécifiques et administration	8	105	144	180	204
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	10 872	10 939	27 519	27 504	26 385
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	10 592	10 659	26 177	26 162	25 145
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	280	280	1 343	1 342	1 240
SANTE	81	56	794	295	383
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	81	56	286	127	203
Protection maladie	0	0	508	168	180
SECURITE	1 443	1 456	6 242	5 778	5 703
Police nationale	774	782	3 239	3 061	3 047
Gendarmerie nationale	660	666	2 971	2 686	2 627
Sécurité et éducation routières (3) (4)	9	8	32	32	29



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2013		Cumul à fin avril 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE	37	65	134	130	99
Intervention des services opérationnels	19	20	85	78	48
Coordination des moyens de secours	19	45	49	51	51
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	-4 574	700	6 623	4 730	4 411
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	0	356	356	339
Actions en faveur des familles vulnérables	27	23	81	67	63
Handicap et dépendance	-5 125	277	5 290	3 545	3 298
Egalité entre les hommes et les femmes	1	1	1	1	2
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	522	400	894	761	709
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	11	39	298	199	170
Sport	9	24	190	115	91
Jeunesse et vie associative	2	15	108	84	79
TRAVAIL ET EMPLOI	762	1 534	6 007	3 541	3 297
Accès et retour à l'emploi	407	630	3 409	1 938	1 579
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	282	820	2 287	1 327	1 444
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	8	16	31	27	29
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	65	67	280	249	245
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	46 034	55 686	156 856	142 656	135 484

(1) programme créée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 000	23 013	20 628	20 628
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	133	546	443	1 335
Impôt sur les sociétés (C)	7 412	18 486	18 323	17 431
Impôt sur les sociétés	7 189	18 079	18 323	17 431
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	223	408	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	566	2 067	2 470	2 470
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	42	174	220	220
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	146	1 056	1 679	1 679
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	14	14
Impôt de solidarité sur la fortune	37	201	191	191
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	1	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	3	3	3	3
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	5	18	39	39
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	6	4	4
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	9	6	6
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	30	37	37
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	4	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	38	217	217
Recettes diverses	319	528	60	60
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 279	3 998	4 257	4 260
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 216	62 096	63 025	63 024
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 719	5 663	5 367	5 150
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	23	105	210	210
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	56	62	62
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	5	2	2
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	99	407	399	399



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	694	2 578	2 243	2 243
Contribution de sécurité immobilière (1)	57	172	217	0
Autres conventions et actes civils	40	162	162	162
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	29	115	135	135
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	37	56	27	27
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	20	45	48	48
Timbre unique	34	131	148	148
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	38	154	156	156
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2
Amendes et confiscations	2	9	13	13
Taxe générale sur les activités polluantes	182	195	159	159
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	9	7	7
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	5	47	47	47
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	24	24
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	10	22	21	21
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	16	16	16
Taxe sur certaines dépenses de publicité	25	25	26	26
Taxe de l'aviation civile	6	31	19	19
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	13	14	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	194	604	614	614
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	63	215	222	222
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	32	130	133	133
Prélèvements sur les paris sportifs	12	47	37	37
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	20	23	23
Redevance sur les paris hippiques en ligne	8	32	30	30
Taxe sur les transactions financières	59	216	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	17	17
Autres taxes	10	35	147	147
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	31 325	115 868	114 513	114 298
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	20 386	88 364	88 128	87 913

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	145	156	32	32
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	124	124	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	21	32	32	32
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	263	581	1 781	1 781
Revenus du domaine public non militaire	26	84	72	72
Autres revenus du domaine public	2	54	49	49
Revenus du domaine privé	5	18	15	15
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	31	54	1 320	1 320
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	198	368	322	322
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	1	3	3	3
Produits de la vente de biens et de services (C)	86	280	280	280
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	41	97	108	108
Autres frais d'assiette et de recouvrement	41	160	161	161
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	3	17	6	6
Autres recettes diverses	1	3	4	4
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	33	135	172	172
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	82	132	132
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	5	8	8
Intérêts des autres prêts et avances	19	21	26	26
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	10	24	0	0
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	3	0	0



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	30	106	75	75
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	2	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	3	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	3	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	25	93	46	46
Frais de poursuite	1	4	29	29
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	106	474	322	512
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	23	56	128	128
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	11	36	31	31
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	3	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	41	28	223
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	2	2	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	0	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	0	0
Récupération d'indus	3	11	6	1
Recouvrements après admission en non-valeur	15	58	60	60
Divers versements de l'Union européenne	0	30	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	4	1	1
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	9	9	9
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	12	78	16	16
Produits divers	19	24	10	10
Autres produits divers	16	118	27	27
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	664	1 733	2 662	2 852



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 800	-14 792	-15 121	-15 121
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 185	-12 682	-12 998	-12 998
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-6	-4	-4
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-10	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-220	-792	-892	-892
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-62	-65	-59	-59
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-18	0	0
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	-3	-3
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-1	-1	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-289	-1 146	-1 081	-1 081
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-31	-39	-35	-35
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-21	-38	-38
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-12	-12	-8	-8
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 654	-10 506	-9 410	-9 410
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 455	-25 297	-24 531	-24 531
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	135	643	183	183
Fonds de concours - coopération internationale	25	95	16	16
TOTAL FONDS DE CONCOURS	160	738	199	199

(1) Ligne créée en 2013 (2) Ligne supprimée en 2013



	Mois d'avril		Cumul à fin avril					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	8 436	8 385	23 595	19 062	25 719	20 896	2 124	1 834
Aides à l'acquisition de véhicules propres	22	24	68	34	92	54	25	20
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	235	142	297	447	485	422	188	-25
Développement agricole et rural	1	6	2	2	19	21	17	19
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	44	31	126	31	121	132	-5	101
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	126	3	130	19	7	7	-123	-12
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	40	44	65	55	116	72	52	17
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	8	0	68	635	0	1 320	-68	685
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	3 531	3 712	5 248	844	5 332	535	84	-309
Pensions	4 430	4 423	17 593	16 995	19 511	18 298	1 918	1 303
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	35	35	35	35
Comptes de concours financiers	10 010	3 412	33 498	29 276	14 218	10 284	-19 280	-18 992
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	70	9	130	-60	17	17	-113	77
Avances à l'audiovisuel public	287	212	1 149	1 097	657	615	-493	-482
Avances aux collectivités territoriales	7 207	2 439	28 912	27 896	10 351	9 631	-18 561	-18 265
Avances aux organismes de sécurité sociale	2 379	751	3 084	0	3 017	0	-68	0
Prêts à des Etats étrangers	54	0	210	338	177	21	-33	-317
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	13	0	13	5	0	0	-13	-5
Comptes de commerce	18 283	18 185	22 557	22 018	22 586	21 954	29	-64
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	71	162	282	203	376	195	95	-8
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	12	50	43	44	26	-6	-17
Couverture des risques financiers de l'Etat	607	607	1 417	1 045	1 417	1 045	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	27	57	91	117	179	132	88	15
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	17 560	17 341	20 580	20 582	20 553	20 549	-27	-33
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	119	19	0	0	-119	-19
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	0	0	0	-2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	6	16	9	16	7	0	-2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	81	111	420	37	341	34	-79	-3
Emission des monnaies métalliques	16	8	83	21	51	1	-32	-20
Opérations avec le Fonds Monétaire International	64	101	335	16	288	33	-48	17
Pertes et bénéfices de change	2	3	2	0	3	0	1	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	36 811	30 094	80 070	70 393	62 864	53 168	-17 206	-17 225
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	36 748	29 993	79 734	70 377	62 576	53 135	-17 159	-17 242

(1) Changement de libellé en 2013



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2013
Dépôts de fonds au Trésor		Organismes d'assurance et de réassurance	353	150	502
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
		La Poste	2	0	2
		Autres organismes à caractère financier	201	79	280
		CEPL	Régions	1 425	-783
		Départements	5 029	-2 614	2 415
		Communes	20 110	-3 567	16 543
		Hôpitaux	4 252	10	4 263
		HLM	412	-63	350
		Autres CEPL	19 793	-1 747	18 046
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 921	-157	9 763
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	-285	2 076
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 946	1 564	4 510
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	-12	643
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		15 141	-1 909	13 232
	Communautés européennes		148	222	370
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	87	2	90
		GIP	406	92	499
		EPLÉ	1 911	714	2 625
		Autres correspondants	11 271	-362	10 910
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT		87	-87	0	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 103	-371	731	
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	1 908	1 464	3 372	
	Intérêts courus sur comptes à terme	4	-4	0	
		Total Passif (A)	99 536	-7 665	91 871
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
		Total Actif (B)	1	0	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		99 536	-7 665	91 871	



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2013
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 386 154	42 793	1 428 948
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	51 225	1 000 964
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	43 818	830 802
- <i>taux variable</i>	142 413	7 201	149 614
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-20 328	249 487
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-20 751	238 762
- <i>taux variable</i>	9 906	407	10 313
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	11 897	178 497
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	235	-1	234
Dettes exigibles	235	-1	234
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-1	234
Autres emprunts (C)	5 794	-519	5 275
TOTAL (A+B+C)	1 392 183	42 273	1 434 456



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} avril jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.